



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

### **APPEL D'OFFRES OUVERT ARTICLES L. 2124-2, R. 2124-2 1° ET R. 2161-2 A R. 2161-5 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

---

**ACQUISITION, AMENAGEMENT, MISE EN SERVICE ET ENTRETIEN DE  
VEHICULE NEUF LEGER MEDICALISE POUR LES STRUCTURES  
MOBILES D'URGENCE ET DE REANIMATION (SMUR) DU CENTRE  
HOSPITALIER DE DOUAI**

---

**CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**  
Route de Cambrai – B.P. 10740  
59507 DOUAI Cedex

## SOMMAIRE

<b>Article 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre.....</b>	<b>3</b>
1.1 - Objet de l'accord-cadre .....	3
1.2 - Décomposition de l'accord-cadre .....	3
1.3 - Procédure .....	3
1.4 - Type de marché .....	3
2.4 - Tranches.....	4
1.5 - Options (au sens communautaire) .....	4
1.6 - Développement durable .....	4
<b>Article 2 - Pièces contractuelles .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 - Confidentialité .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 4 – Durée de l'accord-cadre .....</b>	<b>5</b>
4.1 - Durée.....	5
4.2 - Reconduction .....	5
<b>Article 5 - Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>5</b>
5.1 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
5.1.1. Emission des commandes .....	5
5.1.2. Modification d'un bon de commande .....	6
5.1.3. Emission des commandes .....	6
5.2 - Délais contractuels d'exécution.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.2.1. Définition des délais contractuels d'exécution .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.2.2. Prolongation des délais contractuels d'exécution .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.3 - Ordres de service.....	6
<b>Article 6 - Prix et règlement des comptes .....</b>	<b>7</b>
6.1. Répartition des paiements.....	7
6.2. Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
6.3. Modalités de variation des prix .....	8
6.4 - Prix hors DPGF.....	8
6.5 - Révision exceptionnelle – Imprévision .....	8
6.6 - Modalités de règlement des comptes.....	10
6.6.1. Acomptes et paiements partiels définitifs .....	10
6.6.2. Présentation des demandes de paiement .....	10
6.6.3. Délai global de paiement.....	11
6.4.4. Paiement des cotraitants.....	11
<b>Article 7 - Conditions d'exécution des prestations .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 8 - Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 9 - Garanties financières .....</b>	<b>12</b>
<b>Article 10 - Avance .....</b>	<b>12</b>
10.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	12
10.2 - Garanties financières de l'avance .....	12
<b>Article 11 - Pénalités de retard .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 12 - Assurances .....</b>	<b>13</b>
<b>Article 13 - Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>13</b>
13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	13
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	13
<b>Article 14 - Règlement des litiges et langues.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 15 - Dérogations .....</b>	<b>14</b>

## Article 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre






### 1.1 - Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent :

**« Acquisition, aménagement, mise en service et entretien de véhicule neuf léger médicalisé pour les structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) du Centre Hospitalier de Douai ».**

Le Centre Hospitalier de Douai souhaite acquérir un Véhicule Léger Médicalisé (VLM) destiné à sa Structure Mobile d'Urgence et de Réanimation (SMUR). Ce véhicule est destiné au transport logistique des moyens humains et matériels sur le site d'intervention. Il n'est pas destiné au transport de patient.

L'accord-cadre est composé d'un lot unique comportant :

-  La fourniture et livraison du véhicule
-  L'aménagement du véhicule
-  La mise en service du véhicule et la formation des utilisateurs
-  L'entretien et la garantie du véhicule
-  L'entretien et la garantie de ses aménagements (intérieurs et extérieurs)

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI Route de Cambrai – B.P. 10740 59507 DOUAI Cedex
---

### 1.2 - Décomposition de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

En l'espèce, le recours à l'allotissement serait de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement coûteuse l'exécution de l'accord-cadre.

### 1.3 - Procédure

Le présent accord-cadre est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 A R. 2161-5 du code de la commande publique.

### 1.4 - Type de marché

L'accord-cadre est traité par prix unitaires et prix global et forfaitaire sans minimum et avec un maximum de 150 000 € H.T. pour un véhicule est passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

**Montant maximum pour l'acquisition d'un véhicule : 150 000 € H.T.**

Chaque accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

## 2.4 - Tranches

Le présent accord-cadre comprend une tranche optionnelle qui est la reprise d'un véhicule SMUR de marque TOYOTA actuellement dans le parc des véhicules de l'établissement.

Le présent accord-cadre fera l'objet d'un ordre de service afin d'activer cette tranche optionnelle.

## 1.5 - Options (au sens communautaire)

- ✚ Le pouvoir adjudicateur se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications à l'accord-cadre (article L. 2194-2 du code de la commande publique) ;
- ✚ Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

## 1.6 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le titulaire concerné doit mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

## **Article 2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- ✚ L'Acte d'Engagement (AE) ;
- ✚ L'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Bordereau des Prix (BP) » ;
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✚ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- ✚ L'annexe n°1 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : plan
- ✚ L'annexe n°2 au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) : charte graphique
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✚ Le mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre ;
- ✚ La fiche de renseignement sur le fournisseur.

### **Obligations du titulaire :**

Le titulaire se doit d'informer dans les plus brefs délais le pouvoir adjudicateur de tout changement concernant :

- ✚ Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;

- ✚ Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué dans le présent accord-cadre, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- ✚ Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou d'un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. À défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

## Article 3 - Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

## Article 4 – Durée de l'accord-cadre

### 4.1 - Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 4 ans pour la maintenance du véhicule à compter de la date de livraison du véhicule.

### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre ne comporte pas de reconduction.

## Article 5 - Conditions d'exécution des prestations

### 5.1 - Conditions d'attribution des bons de commande

#### *5.1.1. Emission des commandes*

La part des prestations prévisibles fait l'objet de l'émission d'un bon de commande unique (prix global et forfaitaire) de la part du pouvoir adjudicateur.

Les prestations non programmables à prix unitaires sont commandées par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de ses besoins, conformément à l'article R. 2162-13 du code de la commande publique (maintenance curative).

Conformément à l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande peut être faite par courriel ou télécopie. La date de réception du courriel ou de la télécopie fait courir les délais d'exécution.

Chaque bon de commande précise :

- ✚ Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- ✚ La référence de l'accord-cadre ;
- ✚ La nature et la quantité des prestations à réaliser en référence à l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) : « Bordereau des Prix (BP) » ;
- ✚ Les délais contractuels d'exécution ;
- ✚ Le lieu de réalisation des prestations ;
- ✚ Les prix forfaitaires ou unitaires ;
- ✚ Le montant total H.T. et T.T.C. du bon de commande ;
- ✚ Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls sont valables les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution de l'accord-cadre se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

### **5.1.2. Modification d'un bon de commande**

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

### **5.1.3. Emission des commandes**

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

## **5.2 - Ordres de service**

Le présent accord-cadre fera l'objet d'un ordre de service afin d'activer la tranche optionnelle.

L'ordre de service est la décision émanant de la personne dûment habilitée par le pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations constituant l'objet de l'accord-cadre.

Les ordres de services sont numérotés, datés et signés par le pouvoir adjudicateur. Ils sont adressés au titulaire en un exemplaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS, si, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception de l'ordre de service par le titulaire, le pouvoir adjudicateur n'a pas reçu d'observations de la part du titulaire, ce dernier est réputé avoir accepté les prescriptions définies dans l'ordre de service.

## **Article 6 - Prix et règlement des comptes**

### **6.1. Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement (AE) indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants éventuels.

### **6.2. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les fournitures font l'objet d'un coût unitaire comprenant les éléments suivants :

- ✚ L'ensemble des matériels décrits ;
- ✚ La fourniture, livraison, installation, aménagement intérieur, la mise en service et le contrôle initial des performances des équipements ;
- ✚ La fourniture des documentations utilisateurs ;
- ✚ La formation des utilisateurs ;
- ✚ La garantie minimum de 24 mois de l'ensemble du véhicule (compris aménagement).

Le prix unitaire de la fourniture est un prix « clés en mains », véhicule neuf équipé et livré immatriculé au Centre Hospitalier de Douai. La carte grise, les frais d'immatriculation, les plaques, la réception à titre isolé et le passage au Service des Mines sont inclus.

La maintenance préventive et curative fait l'objet d'un prix global et forfaitaire.

L'unité monétaire est l'Euro.

Les prix sont également réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ainsi que tous les frais afférents à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix pratiqués sont donc franco de port et d'assurance.

### **Prix promotionnels :**

Le titulaire s'engage, au cours de l'exécution de l'accord-cadre, à informer le pouvoir adjudicateur des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer et à lui en faire bénéficier.

Il s'engage ainsi à communiquer par courrier ou courriel ou télécopie, dont le pouvoir adjudicateur accuse réception :

- ✚ Le numéro de l'accord-cadre concerné ;
- ✚ La durée de l'offre promotionnelle ;
- ✚ Les prix modifiés par la promotion.

Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultants de l'application des clauses de l'accord-cadre.

### **6.3. Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres, appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisables à la date d'anniversaire de livraison, selon la formule ci-dessous :

$$Pr = [0.15 + 0.85 \frac{Im}{Io}] * Po$$

Pr : Prix révisé

Po : Montant du loyer à la date de livraison

Im : Indice INSEE du mois de la révision de prix – Identifiant 010764329 – Prix de production des véhicules automobiles

Io : Indice INSEE au mois de la livraison – Identifiant 010764329 – Prix de production des véhicules automobiles

Les prix restent fermes durant la première année d'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date d'anniversaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de solliciter l'avis de la Direction Régionale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (D.R.C.C.R.F.).

### **6.4 - Prix hors DPGF**

Dans le cas où le bénéficiaire ne trouve pas dans la DPGF une prestation correspondant à un besoin isolé entrant dans le périmètre de l'accord-cadre, il peut, à titre exceptionnel, commander cette prestation hors BPU, sur devis, au titulaire, pour une durée limitée.

### **6.5 - Révision exceptionnelle – Imprévision**

#### **6.5.1 Obligation d'information**

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion de l'accord-cadre de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

#### **6.5.2 Modalités de poursuite de l'accord-cadre**

Les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution de l'accord-cadre strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

### 6.5.3 La suspension de l'accord-cadre

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution de l'accord-cadre sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

### 6.5.4 Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite de l'accord-cadre

Le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, il devra produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat, du fait de la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix de l'accord-cadre, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier de l'accord-cadre dûment justifié. La durée de la modification sera précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

*En tout état de cause :*

- ✚ Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels de l'accord-cadre demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur,
- ✚ Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations pour les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

### 6.5.5 Prolongation de l'accord-cadre

Si le présent accord-cadre arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il pourra être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

## **6.6 - Modalités de règlement des comptes**

### **6.6.1. Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **6.6.2. Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✚ Le nom ou la raison sociale et l'adresse du créancier ;
- ✚ Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- ✚ Le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- ✚ Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- ✚ Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'Acte d'Engagement (AE) ;
- ✚ Le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant ;
- ✚ Le numéro et la date du bon de commande ;
- ✚ Le délai d'exécution indiqué dans le bon de commande ;
- ✚ La désignation exacte des prestations effectuées ;
- ✚ Eventuellement, les certificats de destruction, de valorisation ou de mise en décharge ;
- ✚ Date d'exécution de la prestation ;
- ✚ Le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée (éventuellement remise) ;
- ✚ Le taux et montant de la T.V.A. ;
- ✚ Une copie du rapport d'activité et des transactions en compte, correspondant à la période de facturation ;
- ✚ Le taux et montant de la T.G.A.P. ;
- ✚ Le montant total de la prestation exécutée.

**La facturation est établie mensuellement à terme échu.**

Les demandes de paiement doivent être adressées électroniquement à l'établissement suivant :

<p><b>CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI</b> <i>Direction des supports logistiques et d'appui aux activités de soins</i> Route de Cambrai – B.P. 10740 59507 DOUAI Cedex</p>
---

Toute facture non conforme aux dispositions figurant ci-dessus sera automatiquement retournée à son auteur et ne fera l'objet d'aucun paiement.

### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Conformément à l'article 4-I du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du pouvoir adjudicateur, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

**Code service « CHORUS » pour le Centre Hospitalier de Douai : DPALSE**

### ***6.6.3. Délai global de paiement***

Le paiement se fera par mandat administratif.

Le présent accord-cadre est financé sur le budget propre du Centre Hospitalier de Douai.

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **Changement de taxes :**

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre .

### **Nantissement :**

Le titulaire peut donner l'accord-cadre en nantissement. En ce cas, le Directeur général du Centre Hospitalier de Douai (établissement support) est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'accord-cadre à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

### ***6.4.4. Paiement des cotraitants***

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement

est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'Acte d'Engagement (AE).

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **Article 7 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

Adresse d'exécution :

**CENTRE HOSPITALIER DE DOUAI**

Route de Cambrai

B.P. 10740

59507 DOUAI Cedex

## **Article 8 - Constatation de l'exécution des prestations**

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles, conformément aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

## **Article 9 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **Article 10 - Avance**

### **10.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des fournitures livrées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.



### **10.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## Article 11 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasse le délai d'exécution de la prestation pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour de retard.

Cette pénalité s'applique :

-  En cas de retard dans le délai de livraison
-  En cas de retard dans le délai d'intervention de la maintenance corrective

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

## Article 12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## Article 13 - Résiliation de l'accord-cadre

### 13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## Article 14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## Article 15 - Dérogations

- ✚ L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- ✚ L'article 5.3 du CCP déroge à l'article 3.8.2 du CCAG-FCS ;
- ✚ L'article 11 du CCP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS.